

Peut-on sauver le capitalisme et le libéralisme?

Le capitalisme mérite-t-il d'être sauvé? La question accompagne ce mode d'organisation économique et sociale depuis qu'il est apparu au XVIII^e siècle avant de s'épanouir le siècle suivant. Au gré des crises qui ont scandé son histoire, il a été glorifié comme le seul moyen de stimuler la créativité humaine ou, au contraire, dénoncé comme l'agent destructeur de toute cohésion sociale. La crise économique et financière des années 2007-2008, prolongée par la crise écologique, a relancé les attaques contre le capitalisme, qui aurait failli une fois de plus, qui serait définitivement incapable d'apprendre de ses erreurs et de soumettre à un contrôle efficace. Et dans la foulée du capitalisme, c'est le libéralisme, comme pensée politique associant liberté individuelle et liberté économique, qui s'est retrouvé dans le collimateur des censeurs.

Or le libéralisme s'est tôt vu confronté à un dilemme redoutable. Il admettait fondamentalement les vertus du capitalisme comme gage d'une économie qui, en privilégiant le profit individuel, fonctionnait comme une source d'émulation et de dynamisation dont bénéficiait l'ensemble de la société. Le matérialisme induit par l'élan capitaliste et les ressorts spéculatifs qui l'animent étaient tolérés dans cette perspective. Sa dimension de support de la liberté l'emportait. Mais il a vite reconnu aussi que le capitalisme n'était pas une fin en soi et, comme un virus, diront ses contempteurs, mutait constamment, s'adaptait aux circonstances nouvelles. Inhérent à la liberté, le capitalisme n'en est pas le garant et personne ne conteste les débordements dont il peut être l'objet s'il est laissé à lui-même. Il n'est pas plus une garantie de démocratie, comme le montre son développement en Chine...

Le libéralisme a compris, mais il est vrai parfois lentement, qu'il devait lui aussi s'adapter. Il a alors intégré la notion

OPINION



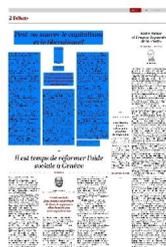
OLIVIER MEUWLY
HISTORIEN

Le libéralisme doit donc à nouveau oser se poser les questions qui font mal

de démocratie, puis d'Etat social et, enfin, trop tardivement selon certains, le péril écologique. Il sait que le monde a besoin de limites. Et c'est là que le dilemme auquel se heurte le libéralisme peut devenir mortifère. Car où les placer? S'il les pousse vers une reconnaissance trop affichée de la nécessité étatique, il menace de basculer dans une social-démocratie soucieuse de la lutte contre les inégalités plus que de la liberté d'entreprendre. Mais s'il chante trop fortement sa prédilection pour le laisser-faire, ne risque-t-il pas de réagir trop tard à l'emballement du capitalisme et d'arriver avec les solutions certes empreintes d'une modération qu'il affectionne... mais laissant ainsi la voie libre à celles et ceux qui, sur sa droite comme sur sa gauche, avancent des réponses bien plus «radicales» sinon extrêmes?

Le libéralisme a survécu comme doctrine de gouvernement dans la perpétuelle remise en cause de ses a priori*. Sa défense du capitalisme ne se conçoit qu'à travers l'examen simultané des digues dont il s'agit de l'entourer... sans l'étouffer. Et deux thèmes interpellent aujourd'hui le libéralisme dans sa relation complexe, mais pas servile, au capitalisme:

l'écologie et les abus commis par les géants du numérique, comme l'expliquait Shoshana Zuboff dans *Le Temps* du



14 mai dernier. Le libéralisme doit donc à nouveau oser se poser les questions qui font mal. Oser affronter cet exercice périlleux revient à interroger une fois de plus la relation qu'il doit entretenir avec cet Etat qu'il a su globalement maîtriser. Faut-il la repenser face aux dégâts environnementaux et aux conséquences de la révolution numérique? Les cercles libéraux se vantent, pas toujours à tort, de posséder les outils pour emmancher une véritable révolution «verte» compatible avec la liberté individuelle.

Cette affirmation suffit-elle? Ou doivent-ils affûter des instruments législatifs aptes à aider cette transition écologique que tous les partis souhaitent désormais? Alors que le monde redécouvre le concept de finitude, ne devraient-ils pas en profiter pour redéfinir leur propre idée de «limite»? Pour ne pas se faire imposer des solutions qu'ils réprouvent, ils doivent sans doute prendre l'initiative, afin de

concilier progrès et modernité comme le suggère Luc Ferry. Comment marier le capitalisme et l'économie circulaire tant louée? Et la lutte contre les géants de l'internet exige-t-elle de rééquilibrer liberté d'expression et respect de la sphère privée? Faut-il réhabiliter certains OGM comme arme écologique?

Le partisans et partisans du libéralisme doivent s'emparer de ces questions, en peser les avantages politiques et les coûts économiques et moraux. La démarche est indispensable au risque d'encourager des mouvements ayant vocation, depuis longtemps, à lutter contre le libéralisme présenté comme le laquais d'un capitalisme forcément déjanté. Car la liberté ne doit être l'otage ni du capitalisme ni de ses ennemis irréductibles. ■

*Olivier Meuwly et Enzo Santacroce,
Pour une régénération du libéralisme
(Slatkine, 2021)